numéro 34 - hiver 2013

Cause Commune

Journal anarchiste www.causecommune.net



Femmes et prison

Dans les derniers mois, il y a eu un boom médiatique entourant les conditions de vie des hommes incarcérés. Les femmes emprisonnées ont été plus présentes dans les médias grâce à la série télévisée Unité 9 qui romance le caractère oppressant des structures d'emprisonnement et individualise les vécus des personnages en les dichotomisant (une minorité sont dans des unités, bonne prisonnière et mauvaise prisonnière). Cependant, les médias oublient évidemment que les femmes incarcérées subissent les mêmes conditions, voire pires, tout en étant oppressées par leur appropriation en tant que femmes bien souvent marginalisées, racisées, colonisées et appauvries socialement.

Depuis plusieurs années, la surpopulation dans les prisons pour femmes se cristallise à cause de l'augmentation des femmes incarcérées suite au durcissement des lois. Aux États-Unis, les femmes représentent 7% de la population carcérale. Entre 1990 et 2000, le nombre de femmes en prison a augmenté de 108% contrairement à 77% pour les hommes (1). Dans le contexte canadien, il y a eu une augmentation de 200% des femmes incarcérées dans les 15 dernières années (2). Quant à la représentation des femmes racisées en prison, aux États-Unis, 1 femme noire sur 300 sera incarcérée, 1 femme latine sur 704 le sera, comparativement à 1 femme blanche sur 1099 (3). Ce n'est pas dû à une augmentation des crimes, mais au profilage racial et aux conditions d'existence précaires, de même qu'à la guerre aux narcotrafiquantEs. D'ailleurs, malgré le fait que le crack et la cocaïne aient le même ingrédient actif, les peines sont plus souvent sévères pour la possession de crack et affectent presque uniquement les populations à faible revenu. À ce sujet, la consommation de drogue par les femmes est entre autre reliée aux violences masculines qu'elles ont subies. En ce qui a trait à leur précarité économique, aux États-Unis, seulement 40% des femmes ont eu un emploi à temps plein avant leur incarcération et 30% ont reçu des prestations sociales (4). De plus, la grande majorité d'entre elles n'ont pas une scolarité de niveau collégial. Soulignons que 65% des femmes incarcérées aux États-Unis ont eu un enfant avant l'âge de 18 ans (5). Pour ajouter, 80% des femmes en prison au Canada y sont pour des motifs reliés à la précarité socioéconomique, 90% sont autochtones et 82% sont des survivantes de viol, inceste et violence physique (6). Il est important de souligner la criminalisation des femmes dans la prostitution et une surreprésentation des femmes dites prostituées de rue en prison. Aussi, la grande majorité des arrestations entourant la prostitution concerne les femmes.

Suite à des coups que son « chum » lui a assénés, elle appelle la police. Les deux constables qui se présentent vérifient son nom sur l'ordinateur. C'est elle qu'on amène au poste puisqu'ils ont constaté un défaut de comparaître dans une cause d'il y a 2 ans survenue à Gaspé. On la laisse pourrir deux jours en détention au palais de justice. Suite à des interventions de la représentante de la S.E.F au service d'aide à la Cour auprès des agents de liaison de la Sureté du Québec, on la libère puisqu'elle aurait dû être relevée de son défaut de s'être présenté à la Cour. À qui la faute? Qu'est-il advenu de sa plainte de voie de fait? Pourquoi ces 5 jours de détention sans motif?

(Témoignage de Sophie)

Les règles carcérales, l'imposition d'un modèle moral et les conditions de réinsertion sociale discréditent l'autonomie des femmes, leur retirent toute intimité et contribuent à les maintenir dans un état d'appropriation étatique et patriarcale tout en accentuant leurs oppressions. À ce sujet, il y a une psychologisation et une psychiatrisation de ladite criminalité ce qui individualise les conditions sociales en allant jusqu'à nier les structures qui engendrent les inégalités sociales. La vision de la criminalité étant créée par les discours dominants et les agendas politiques nourrit un discours de vengeance sociale.

À l'image des milieux militants, la militance en milieu carcéral subit aussi la survalorisation d'un modèle masculin de résistance axé sur la virilité et le physique. C'est pourquoi il y a peu d'analyse concernant la militance des femmes en prison puisque leurs moyens d'action sont davantage axés sur des stratégies de dénonciation, d'entraide et d'autonomisation face aux structures carcérales et de perturbation économique (ex : ne pas aller au travail carcéral). Bien que la lutte des femmes en prison soit tout aussi présente et pertinente que celle des hommes (monopolisant la violence), elle est sous-estimée et dévalorisée tout comme celle des femmes dans d'autres lieux de militance.

Ainsi, la prison est un pilier du système capitaliste et patriarcal. Le passage des femmes dans le système carcéral marque leurs esprits et leurs corps en plus de leur laisser une étiquette sociale permanente. Les attentes que l'on a envers elles sont stéréotypées et l'on oublie trop souvent les raisons structurelles et les oppressions spécifiques vécues par les femmes.

Notes

(1) Heather C. West, *Prison Inmates at Maidyear 2009-Statistical Tables*, Bureau of Justice, Une 2010, 4, http://bjs.ojp.usdoj.gouv/content/pub/pdf/pim09st.pdf.
(2) Société Élizabeth Fry du Québec
(3) Heather C. West, *Prison Inmates at Maidyear 2009-Statistical Tables*, Bureau of Justice, Une 2010, 4, http://bjs.ojp.usdoj.gouv/content/pub/pdf/pim09st.pdf.
(4) Ibid.
(5) Heather C. West, *Prison Inmates at Maidyear 2009-Statistical Tables,* Bureau of Justice, Une 2010, 4, http://bjs.ojp.usdoj.gouv/content/pub/pdf/pim09st.pdf.
(6) Société Élizabeth Fry du Québec

Affranchissez cette sexualité qu'on ne saurait voir

Que ce soit clair, ce texte dédié à nous, femmes, est un appel à la réappropriation de notre corps, de nos fantasmes et de notre sexualité. De plus, il ne se veut ni moralisateur, ni thérapeutique.

Tabou, puant, caché, honteux, mal vu, le sexe au féminin a longtemps existé dans le monde sans avoir de mot pour l'expliquer. Au tournant des années 60, on a pu voir les mœurs se détendre et poindre le nez de ce qu'on appellera «la révolution sexuelle». Or comme le dit Élisa Brune dans son excellent livre Le secret des femmes «aucun de ces progrès n'a réussi à combler le fossé entre le plaisir des hommes et le plaisir des femmes.» Et ce, même après le rapport Hite? Et a psychopop des années 80? Que s'est-il passé dans la libération de nos mentalités pour qu'elle ne se rende pas à notre intimité? Après avoir conquis une bonne part du marché du travail et des institutions d'enseignement, comment pouvons-nous déclarer que nous sommes libres alors que plusieurs d'entres nous sommes encore incapables de faire face à notre propre lit? Ouvrons donc les draps que l'on se retrouve en tête à tête avec notre corps.

Parce qu'il s'agit bien là d'un constat récurrent lorsque l'on s'intéresse sur la sexualité féminine : les femmes ne connaissent pas leur corps, ni son fonctionnement. Loin de moi l'idée de faire un abrégé de biologie, quelques livres s'en occupent fort bien. Cependant, il en demeure que de s'asseoir avec un miroir et de voir sa vulve, comment il est fait, la forme des lèvres et l'emplacement du clitoris constituent un premier pas vers l'appropriation de son intimité. Nous trimballons encore avec nous des centaines d'années de sexualité tue et de corps féminins pécheurs, il n'existe encore que très peu d'ouvrages (pertinents) sur le sexe chez les femmes. Nous sommes toujours aux prises avec une éducation sexuelle qui glorifie la masturbation éducation sexuelle qui accepte entres autres la masturbation chez les hommes, mais la nie chez les femmes. Alors, nous nous devons de déconstruire notre éducation sexuelle afin d'en reconstruire une émancipatrice et ouverte aux plaisirs féminins sous toutes ses formes.

Ce qui m'amène d'ailleurs à réfléchir à propos du plaisir sexuel en lui-même. On dit que le tiers des femmes disent atteindre «souvent ou toujours» l'orgasme. Ce qui est en soi très peu, mais le résultat est encore plus frappant lorsqu'on l'oppose à celui des hommes qui se mesure à 90 ou 95%. Cet écart, que dire, ce fossé n'est absolument pas négligeable et fait foi de problèmes vécus par les femmes. Problèmes d'abandon, de stress, de soucis de performance, d'insécurité, d'inconfort face à son corps, les causes sont apparemment aussi multiples que le nombre de femmes insatisfaites. Enfin, que ce phénomène perdure est à mon sens alarmant, que l'on en parle que très peu et qu'autant de femmes n'aient pas accès à l'orgasme représente encore une fois, un écart entre homme et femme. Et il faut dire que l'épanouissement sexuel est un élément fondamental dans notre quête de liberté et d'égalité.

De plus, je refuse qu'en cette journée du 8 mars, nous excluions l'excision de cette réflexion sommaire sur

...suite en page 3

Culture libertaire

Cartographie de l'anarchisme révolutionnaire

«L'histoire n'est pas neutre. À l'école, on nous fait croire que nous avons besoin de patrons et de gouvernements. On nous raconte que l'histoire est le récit de luttes entre gouvernements, entre armées, entres élites. On nous dit que ce ne sont que les riches et les puissantes qui font l'histoire, mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est qu'il y a toujours eu des gens ordinaires pour lutter contre les patrons et les dirigeants, et que cette lutte des classes est le véritable moteur de la civilisation et du progrès.»

- Michael Schmidt

Avec *Cartographie de l'anarchisme révolutionnaire*, publié chez LUX en mai dernier, Michael Schmidt participe à réhabiliter l'impact historique des mouvements anarchistes. L'intérêt de cette précieuse - et trop courte - publication est triple.

Des mouvements de masse au niveau international

Elle sort tout d'abord l'histoire anarchiste des ornières dans lesquelles plusieurs - dont quelques anarchistes! - l'enfoncent : celles d'un mouvement surtout européen qui aurait eu pour principal déploiement l'épisode espagnol de 1936-1939. Michael Schmidt déconstruit avec brio ce mythe commode en survolant en cinq vagues (voir plus bas) la riche histoire des mouvements anarchistes à l'échelle internationale.

Des syndicats anarchistes rassemblant des dizaines - parfois des centaines - de milliers de personnes ont ainsi été les principaux moteurs de changement social dans plusieurs régions du monde : en Argentine, en Uruguay, à Cuba, en Afrique du Sud et aux Philippines. Leur présence s'est également fait sentir au Maghreb, en Afrique du Sud et en Asie du Sud-Est. De 1868 à 2012, Schmidt fait la récension non exhaustive - disponible en glossaire - de près de 200 organisations anarchistes révolutionnaires dans une centaine de pays et de régions. L'âge d'or de l'anarchisme est située entre les années 1880 et 1920, bien que certaines régions - notamment l'Asie - aient connu leur plus importante activité dans les années 1920 et 1930.

L'anarchisme était ainsi bien davantage qu'une affaire de barbus révolutionnaires européens, mais un ensemble d'outils et de pratiques vivantes mises de l'avant par des gens «ordinaires». Et ces personnes, lorsque confrontées aux répressions et défis de leur époque, ont offert des réponses variées et contextualisées que Schmidt prend le temps d'examiner. Chaque fin de chapitre se conclue ainsi par des réponses s'articulant grosso modo autour de la même «question complexe qui gît au coeur de toute révolution sociale et qui a donné tant de fil à retordre à tous les révolutionnaires de gauche : celle de la relation entre une organisation révolutionnaire et l'ensemble des exploité-e-s et des opprimé-e-s».

Des principes : une définition limpide et cohérente de l'anarchisme

Un second intérêt de l'ouvrage est qu'il offre une définition plus exigeante - et selon moi plus cohérente - de l'anarchisme. Dans les premières pages de son ouvrage, Schmidt dégage ce qu'il nomme la «grande tradition anarchiste» à travers de grands principes. Il écarte à cette étape quelques penseurs qui ont eu une influence sur les mouvements anarchistes, mais dont certaines dimensions de la pensée les excluent de la famille anarchiste. Pour différents motifs, Proudhon, Marx, Stirner et Tolstoi font ainsi partie du lot!

Des stratégies : le syndicalisme comme moyen privilégié des anarchistes

Au sein de cette famille anarchiste qu'il a balisée, Schmidt distingue deux approches stratégiques : l'anarchisme insurrectionnel et l'anarchisme de masse. Si le premier postule que les réformes sont illusoires et met l'emphase sur les actions armées, le second considère que les mouvements sociaux et syndicaux peuvent créer un changement révolutionnaire, et met l'emphase sur des gains au quotidien. Chacune des approches stratégiques a ses forces et ses limites, mais Schmidt privilégie de couvrir la seconde. Il souligne alors que le syndicalisme révolutionnaire - non pas celui des grandes centrales complaisantes du Québec - a constitué le principal moteur de l'anarchisme.

SYNDICALISME

«Par syndicalisme, nous entendons une stratégie syndicaliste anarchiste révolutionnaire dans laquelle les syndicats - qui appliquent la démocratie participative et ont une vision révolutionnaire du communisme libertaire - sont considérés comme étant le moyen principal et immédiat de résistance aux classes dirigeantes et comme le noyau d'un nouvel ordre social basé sur l'autogestion, la planification économique démocratique et l'universalité de la communauté humaine.»

- Michael Schmidt

Il aurait été bien sûr intéressant d'avoir une histoire de l'anarchisme un peu plus généreuse. *Cartographie de l'anarchisme révolutionnaire* est d'ailleurs, à bien des égards, un succédané de *Black Flame : The Revolutionary Class Politics of Anarchism and Syndicalism*, un ouvrage plus complet paru en 2009. Mais en attendant d'avoir une traduction complète de cet ouvrage, il faut saluer cette parution en français!

• • • • • • • • • • • • • • • •

LES CINQ VAGUES DE L'ANARCHISME

Ensemble de repères historiques indiquant les hauts et les bas du mouvement anarchiste.

1ère vague (1868-1894) : L'essor du grand mouvement anarchiste à l'ère de l'expansion étatique capitaliste.

2e vague (1895-1923) : Consolidation du syndicalisme anarchiste et révolutionnaire et des organisations spécifiques anarchistes en temps de guerre et d'assauts de la réaction.

3e vague (1923-1949) : Les révolutions anarchistes contre l'impérialisme, le fascisme et le bolchévisme.

4e vague (1950-1989) : Actions d'arrière-garde sur fond de guerre froide et de décolonisation des continents africain et asiatique.

5e vague (1990 à nos jours) : Résurgence du mouvement anarchiste à l'ère de l'effondrement du bloc soviétique et de l'hégémonie néolibérale.

L'Euguélionne

Ces livres qui bouillonnent sous la poussière endormie des bibliothèques décoratives.

L'Euguélionne est un livre féministe publié en 1976 par Louky Bersianik. Ce livre fit l'effet d'une bombe à cette époque et s'est malheureusement retrouvé au fond d'une bibliothèque de bar, sans que jamais on ne m'en fit part dans mes cours de littérature. Et pourtant!

L'Euguélionne, une extraterrestre qui arrive sur Terre pour trouver son équivalent masculin, réalise rapidement la suprématie mâle, «l'Homme» qui rend étranger et moindre tout ce qui lui est différent. Et c'est à partir de ce filon que *l'Euguélionne* passera en revue quelques centaines d'idées reçues sur la femme et la domination de l'homme au sein de l'humanité. Il faut par contre reconnaître que les premiers pas de cette science fiction semblent un peu clichés, un peu faciles ou simplement qu'on imagine mal cette Euguélionne et son monde extraterrestre. Il faut dire que tout cela nous apparaît un peu lourd. Et c'est à ce moment que l'on comprend que nos balises sur le réel et la fiction ne tiennent plus, qu'elles doivent tomber, que cette lecture sera un exercice en soi tant par sa densité que par son propos. L'Euguélionne est une désarticulation complexe et forte de la pensée patriarcale, de sa «boursouflure» et de sa mainmise sur le deuxième sexe. Je place ici deux simples citations, mais elles en disent trop peu sur l'effet de la confrontation avec ces mécanismes de pensée surfaits.

«Et combien haut ces pères avaient-ils chanté la victoire d'un seul, de celui qui avait réussi à pénétrer de force dans l'enceinte... Les fils allaient-ils douter à présent du pouvoir du vainqueur? Allaient-ils se demander si l'ouverture qui s'était ainsi faite tout à coup, n'avait pas dépendu aussi de la place assiégée, de sorte que cette place ne s'était pas laissé envahir? Et si c'était elle qui avait décidé de laisser passer un seul de ses assaillants, un en particulier, n'était-ce pas parce qu'elle avait su tenir en respect cette foule grouillante autour d'elle?», l'Euguélionne expliquant la fécondation de «l'oeuf Humain», p. 247.

Enfin, l'anarchie, la liberté et l'oppression sont brièvement abordées en cours de lecture, mais ne sont en rien un sujet central. La chose politique et collective demeure au même niveau que l'anatomie, la grammaire et la sexualité, pour ne nommer que ces thèmes. Finalement, la poésie de l'Euguélionne aura su entourer le propos féministe autour d'une force créatrice. Cependant, le choix d'utiliser la science fiction me laisse un peu perplexe, d'autant plus qu'il n'est pas tellement développé. Il faut toutefois avouer qu'il sert le sujet dans l'optique d'une vision carrément externe à la Terre et qui permet un regard d'autant plus critique.

«Les véritables drames historiques ont eu lieu plus souvent sur les tables d'accouchement et dans les officines d'avortement que sur les champs de bataille ou dans les Parlements. Et pourtant, aucun livre d'histoire n'en fait mention, car les femmes ne participent pas à l'histoire.», p.269

Pendant ce temps à Labeaumegrad

Les anarchistes et le maire

Le 28 novembre dernier, la Ville de Québec consultait la population sur l'avenir du quartier Saint-Roch. La vision de la Ville, toute en hauteur et en condos, a été critiquée par de nombreux groupes, dont le Collectif anarchiste l'(A)telier, qui en a profité pour diffuser un tract, sans se douter des réactions qu'il susciterait... Lors de l'assemblée, des dizaines de personnes sont intervenues au micro, dont un anarchiste «célèbre» suite à une bousculade à l'hôtel de ville l'été dernier. Égal à lui-même, le maire Labeaume a balayé du revers de la main les critiques, insinué que les gens étaient manipulés et que c'était «la faute de l'anarchiste».

Comme la plupart des participant-e-s aux consultations, nous avons constaté qu'une majorité de l'assistance (plus de 300 personnes sur un quartier de plus de 7000 résident-e-s) était très critique envers une partie, mais non l'ensemble, des projets de l'administration Labeaume. Nous avons aussi observé que l'ensemble du processus était prédéterminé. Courte consultation, celle-ci s'est conclue après une seule séance menée à la course. Deux mois plus tard, la Ville de Québec a publié son projet final. Ce document ne répond absolument pas aux critiques des résident-e-s présentées lors de la consultation. Pire, il va dans le sens contraire de plusieurs revendications populaires en augmentant encore la hauteur réglementaire de certains bâtiments. Parmi les rares modifications positives proposées se trouvent la mise en place d'une table de concertation plus ou moins bidon, une modification du réseau cyclable et le retrait d'un stationnement.

Par ailleurs, le maire s'est encore permis d'insulter ses opposants. Il a visé dans la presse un militant du tout nouveau Comité citoyen de Saint-Roch en annonçant: «Je pense que c'est notre ami l'anarchiste qui mène ça [la contestation]. M. Gagnon, c'est l'anarchiste en avant de tout ça». Soulignons au passage que M. Gagnon n'est aucunement lié au collectif l'(A)telier, et que le fait de s'opposer aux projets de Labeaume ne relève pas spécifiquement de l'anarchisme. Par ailleurs, c'est à titre de résident-e-s critiques que nous sommes intervenus dans ce débat, dans le respect de l'autonomie et de la prise en main des groupes populaires des quartiers visés.

Dans le tract que nous avons distribué nous opposions à la vision du maire de Québec une «démocratie réellement populaire et combative, dans des comités de citoyennes et citoyens démocratiques, indépendants et sensibles à l'action directe». Nous sommes donc fort heureux de voir que le Comité citoyen de Saint-Roch a levé le ton contre les développements prévus dans le quartier. Si, un jour, le maire de Québec se casse les dents sur un projet qui lui tient à cœur (et qui tient au portefeuille des bourgeois de Québec), ce ne seront probablement pas une poignée d'anarchistes qui le feront reculer, mais plutôt des résident-es en colère contre le mépris du maire et les projets des promoteurs.

L'anarchisme et la démocratie

Entre l'anarchisme et la démocratie, il y a une histoire de mésamour. Tout d'abord, les anarchistes critiquent la démocratie représentative et ses principales caractéristiques : suffrage universel, représentation, parlementarisme, système partisan, corruption du pouvoir, etc. – bref, la liberté de choisir ses maîtres. Les anarchistes défendent une autre conception de la démocratie, la seule qu'ils et elles reconnaissent comme telle, la démocratie directe. Concrètement, la démocratie directe se traduit par des assemblées générales souveraines, des débats ouverts et transparents, un principe de délégation révocable, des mandats impératifs et une volonté d'autonomie. Par contre, nous devons souligner les éléments qui distinguent l'anarchisme et dépassent la démocratie directe. Ainsi, l'anarchisme n'est pas une pratique qui sépare la politique des autres sphères de la vie, dont l'économie. Au contraire, nous proposons l'autogestion de l'ensemble de la société, un projet indissociable de l'anticapitalisme.

Le thème de la démocratie directe est d'ailleurs l'enjeu phare du collectif l'(A)telier pour l'année 2012-2013. Ainsi, à la suite du forum sur la démocratie directe organisé par le collectif de Montréal de l'UCL, l'(A)telier vous convie à son propre Forum sur la démocratie directe le 23 mars 2013.

PPU?

Le Programme particulier d'urbanisme en quelques mots.

Les programmes particuliers d'urbanisme (PPU) sont des projets d'aménagement territorial qui visent des secteurs ciblés par la Ville pour leurs intérêts commerciaux et institutionnels. Ils sont précédés par des consultations, et leur approbation par le Conseil de Ville a valeur de décret. En d'autres termes, une fois un PPU adopté, il n'est plus possible de le contester par référendum, ce qui permet aux entrepreneur-e-s de donner libre cours à leurs projets.

Les PPU peuvent être critiqués sur la forme comme sur le fond. Pour la forme, les citoyen-ne-s critiquent le processus de consultation, dont les dés sont pipés d'avance. En effet, les firmes en tout genre ont visiblement un accès privilégié auprès de l'administration Labeaume, comme en font foi les modifications apportés aux derniers PPU, pratiquement toujours favorables aux projets immobiliers. Quant au contenu, dans le cas du PPU de Saint-Roch comme pour les autres PPU de la Ville de Québec (Sainte-Foy, Colline parlementaire et d'Estimauville), ce sont les fantasmes urbanistiques de la Ville qui sont remis en cause. Ces rêves de grandeurs sont ceux d'une grande ville marchande, avec des tours toujours plus hautes, une population blanche aisée et une circulation toujours plus rapide. Concrètement, pour Saint-Roch, ces ambitions se traduisent par la destruction de la place Jacques-Cartier pour faire place à une tour, la circulation sur la rue Saint-Joseph dans les deux sens et la construction d'un (éco)quartier de condos «verts» à la Pointe-aux-lièvres. Ces projets s'orientent clairement en faveur des intérêts des possédants et de certains commerces, mais non en faveur des résidents et résidentes des classes populaires. Il est temps de défendre la ville contre cette prédation qui détruit les quartiers centraux!



l'(A)telier
Collectif anarchiste de Québec
ucl.quebec@causecommune.net

Pour le droit à la ville

La Ville de Québec «consulte» les citoyens et citoyennes du quartier Saint-Roch pour un troisième Programme particulier d'urbanisme (PPU) d'importance sur son territoire(1). En regard des dérives démocratiques de l'administration municipale, que faut-il attendre de ce processus?

Nous devons rester critiques devant ces consultations dont une partie des conclusions est connue d'avance. Nous devons craindre que l'exception ne devienne la règle, c'est-à-dire de ne plus consulter les citoyens que par des PPU. Ceux-ci ont valeur de décret pour la Ville de Québec. Les PPU sont des plans d'urbanisme imposés d'en haut qu'on ne peut plus contester par voie de référendum une fois adoptés, ce qui rend d'autant plus difficile de s'y opposer.

Si les PPU sont peu démocratiques, il faut dire que les modes de la social-démocratie municipale ne l'était pas beaucoup plus. Les conseils de quartier furent une innovation récente à la Ville de Québec et ne furent jamais que consultatif. L'administration Labeaume, comme la précédente, n'est pas chaude envers toute forme de consultation. L'histoire montre que la Ville n'écoute que rarement les recommandations des citoyens et citoyennes pour préférer imposer ses propres idées. De toute façon, les instances consultatives municipales n'ont jamais été suffisantes pour taire la prédation immobilière. Pour y arriver, il faut que la démocratie soit réellement populaire et combative, dans des comités de citoyen-ne-s démocratiques, indépendants et sensibles à l'action directe.

Il est temps pour les résidents et résidentes de la ville d'espérer mieux et plus de la Ville. D'imaginer non pas la ville prospère et blanche de la bourgeoisie possédante du centre-ville, mais plutôt une cité forte de ses usages variés, d'une démocratie sociale. Pour cela, la construction de contre-pouvoirs urbains dans chacun des quartiers de la ville est nécessaire afin de contrer les dérives autoritaires des gouvernements, qu'ils soient

pour améliorer la qualité de vie de ceux et celles déjà en place. Proposer des plans d'ensemble du développement urbain de certains quartiers comme le fait le PPU pourrait être opportun, tout comme le développement de terrains vagues, tel Pointe-au-Lièvre. Néanmoins, tout indique que la Ville de Québec en a encore pour le «tout à l'auto», de peur de ne pas satisfaire les locataires de GM Développement, le grand propriétaire du quartier. Alors que la Ville adopte un Plan de mobilité durable qui vise à infléchir la croissance du parc automobile, le maire nous dit en septembre qu'il n'est pas question de diminuer

Mode d'emploi du développement économique de Saint-Roch

- S'installer dans le quartier, pour profiter des subventions.
- Exiger des aménagements urbains profitables qui seront réalisés à grands frais d'argent public avec la complicité de la mairie.
- Vendre des produits trop cher et sans utilité pour les habitant-e-s du quartier.
- Prétendre créer de la richesse.
- Quitter le quartier aussitôt les subventions taries.

Le texte du tract distribué par le collectif l'(A)telier lors de la consultation publique dans Saint-Roch est disponible sur le site de l'UCL, causecommune.net, et sur le tout nouveau site du groupe au www.collectifatelier.org



Le collectif anarchiste l'(A)telier vous invite à un Forum public sur la démocratie le 23 mars prochain. Du conflit étudiant à l'élection du gouvernement péquiste, nous avons tous et toutes observé l'opposition entre une démocratie strictement parlementaire et une démocratie directe pratiquée autant dans la rue, que dans les assemblées de quartier et les assemblées générales étudiantes.

Cette opposition pose la question du pouvoir : qui décide, la rue ou le parlement ? Elle indique qu'il y a un monde de possible et que notre régime politique n'est pas un horizon indépassable. Néanmoins, il ne faut pas être idéaliste : la démocratie directe est une pratique qui doit être discutée, réfléchie et surtout exercée dans le quotidien.

Cet événement sera l'occasion d'aborder la place de la démocratie directe dans le projet de société libertaire, de se pencher sur les critiques adressées aux structures démocratiques actuelles, sur diverses stratégies réformistes pour démocratiser la démocratie (conseil de quartier, budget participatif) ainsi que sur les expériences vécues dans les luttes sociales.

Cette invitation s'adresse à tous et toutes.

Où ? L'AgitéE
Quand ? 23 mars de 10h à 16h
Gratuit, contribution volontaire pour le buffet

Affranchissez cette sexualité...

...suite de la Une

la sexualité féminine. Les chiffres ne diminuent pas et la pratique s'exerce même dans les pays industrialisés. Les femmes qui sont excisées souffrent de ces pratiques barbares autant physiquement que psychologiquement. Les opérations n'ont pas de suivi médical ainsi, le nombre de femmes aux tissus nécrosés et aux douleurs pelviennes insoutenables est plus qu'inquiétant. Mais ce à quoi aucune d'entres elles n'échappe, c'est la blessure psychologique d'avoir été trahie et mutilée par la famille. Elles n'ont véritablement plus de repère. Coupées d'une part d'elles-mêmes, elles se retrouvent démunies de leur sexualité. D'ailleurs, c'est bien souvent un besoin symbolique et identitaire qui les mène vers la reconstruction chirurgicale de leurs organes génitaux(dont le succès s'avère mitigé).

Si j'ai décidé de parler de sexualité féminine en ce 8 mars, c'est que je crois profondément que notre lutte se retrouve dans toutes les sphères, et ce, même (voire particulièrement) dans notre lit. Aujourd'hui, je lance un appel à l'ouverture et à l'amour de soi, à la découverte de son corps, de ses fantasmes et de ses désirs. Parce qu'en tant que femmes, il faut dès maintenant s'affranchir des codes pornographiques qui envahissent encore et toujours notre imaginaire sexuel. Ils sont le témoignage d'une domination qui perdure et qui empêche l'épanouissement des femmes.

Plusieurs livres très pertinents portant sur la sexualité féminine ont fait surface à différents moments de notre lutte, or peu d'entres eux se sont occupés après le rapport Hite de faire témoigner de manière massive les femmes, de les faire parler de leur sexualité afin d'y voir de façon explicite les bénéfices de la révolution sexuelle. Seule Élisa Brune l'a fait dernièrement et les résultats concluent qu'il n'y a que très peu d'avancement. Ainsi, il serait grand temps de prendre notre sexualité en main, de la façonner à notre image parce que le sexe a un pouvoir : celui de nous affranchir. Et enfin, ne laissons plus jamais des hommes écrire «comment faire l'amour à une femme» pour faire taire à jamais le discours pourvoyeur-chasseur qui sous-tend les relations sexuelles homme/femme. Permettons-nous d'explorer d'autres avenues.

Bibliographie sélective :

BOURCIER, Marie-Hélène (2006), *Queer Zones tome 1*, Paris, Éditions Amsterdam, 265 pages (à lire les autres tomes aussi)

BRUNE, Elisa, Ferroul, Yves (2010), *Le secret des femmes : Voyage au cœur du plaisir et de la jouissance,* Paris, Odile Jacob, 320 pages

BRUNE, Elisa (2012), *La révolution du plaisir féminin : sexualité et orgasme*, Paris, Odile Jacob, 463 pages

FOUCAULT, Michel(1976), *Histoire de la sexualité tome 1,* Paris, Éditions Gallimard coll. NRF, 211 pages (à lire les autres tomes aussi)

HITE, Shere(1977), *Le rapport Hite*, Paris, Robert Laffont, 580 pages

Et à voir, le documentaire *La promesse du plaisir, À la recherche du point g*

Déficit zéro....

Austérité permanente!

Les promesses du PQ, vous y avez cru? Comme le disait Coluche : *« La droite vend des promesses et ne les tient pas, la gauche vend de l'espoir et le brise ».* Mais dans le cas du PQ, c'est un mélange des deux. Après avoir parié sur l'alternance politique et surfé sur la grogne populaire du printemps 2012, le PQ est vite revenu à son mantra des années Bouchard. Bien sûr, on s'est empressé, au gouvernement, de justifier cette situation par l'état des finances publiques de la province et par leur statut minoritaire à l'Assemblée nationale.

L'obsession et l'empressement des stratèges péquistes à atteindre le déficit zéro seraient justifiés afin de démontrer que le parti peut tout d'abord former un «bon gouvernement» en vue d'une prochaine élection majoritaire et d'un hypothétique troisième round référendaire. C'est du moins de cette façon que le parti tente de faire avaler la couleuvre à ses membres. Mais un « bon gouvernement » pour qui au juste? Avec les mesures prises - ou davantage non prises - jusqu'à présent par le gouvernement : recul sur l'abolition de taxe santé, sur la création de deux nouveaux paliers d'impositions et sur l'abolition de la hausse de tarifs du bloc patrimonial d'Hydro-Québec (les tarifs seront désormais indexés), etc. Ce n'est pas qu'un bout du jupon qu'il nous laisse entrevoir mais son entièreté. En effet, c'est davantage vis-à-vis du Conseil du patronat et des agences de notations, qu'il importe aux péquistes de démontrer qu'ils peuvent être un « bon gouvernement » ou un bon élève - c'est au choix - le reste n'importe guère.

Austérité à l'UQAC : une première d'une longue lignée?

Le ministre Marceau a donc rapidement trahi les engagements pris par son parti lors de la dernière campagne électorale et fait aller son bistouri dans les dépenses publiques. Dans le cas présent, il serait plus approprié d'utiliser comme image la hache. Au Saguenay Lac-St-Jean, c'est avec empressement et zèle que l'administration de l'université, à l'annonce des coupures, s'est mise à sabrer dans le budget. En effet, avant même la tenue du sommet sur l'éducation post-secondaire, l'administration annonçait une importante série de coupures et d'augmentations de tarifs, au détriment même de ses missions de recherche et d'enseignement. Parmi celles-ci, on note la fermeture du centre d'étude de Charlevoix, accueillant près de 100 étudiantEs et la disparition d'une série de services offerts jusqu'alors à la population étudiante : le service de l'aide à l'emploi, le programme de réussite scolaire et le service de santé (travail social, psychologue et médecin). Mais n'ayez crainte, dans son infinie sagesse, l'administration de l'université a trouvé la solution : procurer ces services - pour les services santé du moins - grâce au travail de bénévoles étudiantEs. Après tout, l'université offre des programmes dans ces secteurs et ce ne sont pas les étudiantEs qui manquent. Dans le pire des cas, la population étudiante fera comme l'a suggéré le recteur : se rendre à l'hôpital !

Les gestionnaires font également aller la hache du côté des bourses de mobilité internationale pour les étudiants et étudiantes, et fusionnent le Centre des Premières Nations Nikanite et le Centre du savoir sur mesure de l'UQAC, CESAM. Afin de justifier l'augmentation de 60% des vignettes du stationnement, le recteur a affirmé que si les étudiantEs « ont » des voitures neuves, ils peuvent bien payer davantage. Bien sûr, le stationnement est sans l'ombre d'un doute réservé exclusivement à l'usage de la population étudiante et le transport en commun, que dire du transport en commun… il est le mieux développé du monde.

L'administration annonce également des licenciements et gels d'embauche, après que les bétonnières s'en soient données à cœur joie sur le campus de l'UQAC ces dernières années et que des dépenses pour le moins douteuses furent rapportées par les «grands journalistes» de Québécor et Gesca qu'on ne peut taxer d'une grande sympathie à l'égard des carrés rouges. Parmi celles-ci on note : l'achat de stylos dont le coût unitaire est de 500$, des frais de déplacement astronomiques, le versement depuis 2006 de plus de 700 000$ prélevés à même les fonds de fonctionnement de l'université pour bonifier le généreux fonds de retraite des cadres supérieurs, etc. Même en coupant, l'administration de l'UQAC ne déroge pas de sa vision marchande de l'éducation. Elle l'affirme même encore plus fort comme un simple produit à servir à ses étudiantEs, ou plutôt comme elle le pense, ses clientEs, le reste étant secondaire et donc un prétexte pour renflouer ses coffres plus qu'autre chose et pour éviter que les gestionnaires n'aient à se serrer la panse !

Merde au printemps « Érable », luttons maintenant!

Chômage : Solidarité nécessaire

Les attaques du gouvernement Harper contre l'assurance-chômage ne doivent pas être vues comme une simple politique antisociale des conservateurs, mais bien comme un symptôme inévitable d'un système économique qui préconise l'accumulation des profits. En effet, une brève revue de l'histoire récente nous permet de constater que, peu importe le parti qui forme le gouvernement, l'assurance-chômage est constamment attaquée, sabrée et dilapidée. C'est donc au cœur même du capitalisme que l'on doit chercher les raisons de ces attaques.

Le chômage est un phénomène nécessaire et inévitable dans l'économie capitaliste. L'histoire montre bien que le plein emploi, même en temps de guerre, n'a jamais impliqué un taux de chômage nul. Dans un système qui place la quête de profit au cœur des préoccupations économiques, le chômage devient vite un outil essentiel qui permet une pression à la baisse sur les salaires. Les sans-emplois, au chômage ou sur l'aide sociale, forment une «armée de réserve» prête à occuper des emplois en remplacement des travailleurs ou des travailleuses. Cette armée de réserve aide le patronat à faire face aux demandes d'augmentation salariale, «vous trouvez votre salaire trop bas? Eh bien, d'autres sont prêts à le prendre!» ou à faire face à d'éventuels conflits de travail, « faites la grève! D'autres vous remplaceront au pied levé!»

Dans ces circonstances, le patronat a vite compris qu'un tissu social sécurisé, qui comprend une bonne protection pour le chômage et une aide de dernier recours (aide sociale) suffisante, fait obstacle à la fonction même du non-emploi. Si les chômeurs, les chômeuses et les assisté-e-s sociaux peuvent vivre décemment, ils et elles seront moins disposé-e-s à accepter de travailler sous n'importe quelles conditions. Il s'agit là d'une menace majeure à l'accumulation de capital, puisque l'effet «armée de réserve» s'estompe à mesure que les conditions de vie des sans-emplois s'améliorent! La précarisation des sans-emplois devient donc une opération essentielle pour le patronat et ses amis au gouvernement!

Ici, au Québec et au Canada, la précarisation de l'aide sociale est une chose acquise depuis longtemps, mais il reste l'assurance-chômage trop généreuse aux yeux de plusieurs. Les gouvernements passent donc par plusieurs axes; on diminue graduellement l'accessibilité, on coupe les prestations, on instaure des mécanismes légaux contraignant les bénéficiaires à rechercher des emplois, puis à accepter n'importe quel emploi, etc. Tout est en place pour développer une masse de sans-emplois dociles et mobiles, prêts à remplir leur fonction d'«armée de réserve» au grand bonheur du patronat. D'ailleurs la Ministre Finley résume bien cette réalité lorsqu'elle affirme: « Nous voulons nous assurer que les McDonald's de ce monde n'ont pas à faire venir des travailleurs étrangers temporaires pour faire le travail que des Canadiens sur l'assurance-emploi ont les compétences de faire».

On voit donc se dessiner la solidarité nécessaire qui doit unir les travailleurs, les travailleuses, les chômeurs, les chômeuses et les assisté-e-s sociaux. La lutte des un-e-s devient nécessairement la lutte de l'autre. Nous sommes donc imbriqués tous et toutes au sein d'une seule et même classe sociale. Notre solidarité devient la seule arme face à une classe patronale qui n'a jamais réellement cessé ses offensives pour consolider son pouvoir et les conditions optimales d'accumulation du profit.

Il est évident que le bill C-38 des conservateurs n'est qu'une nouvelle manifestation des intérêts de la classe dominante. C'est au cœur du système économique qu'il faut voir les causes de ces attaques. C'est donc par un refus systématique du capitalisme et par l'instauration d'un rapport de force constant et permanent que nous freinerons ces attaques antisociales.

(Texte extrait d'un tract diffusé par l'UCL dans les manifestations contre la réforme de l'assurance chômage. L'intégral sur www.causecommune.net)

Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 3000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Vous pouvez soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à ucl@causecommune.net. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous.

Contacts locaux de l'UCL:

ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net